

Un référendum pour supprimer le permis à points et éradiquer les radars-racketteurs



J'ai lu avec intérêt le débat plus que vif provoqué par deux articles de Martin Moisan et une réponse de Jacques Guillemain, qui ont suscité des centaines de commentaires plus passionnés les uns que les autres. J'ai également pris connaissance du témoignage très révélateur d'Oreliane, sincère patriote qui, aujourd'hui, n'a plus envie de défendre systématiquement les forces de l'ordre.

<https://ripostelaique.com/cest-affreux-mais-la-mort-du-motard-de-gendarmerie-ne-mattriste-pas.html>

<https://ripostelaique.com/eh-bien-moi-la-mort-dun-gendarme-mat-triste-profondement.html>

<https://ripostelaique.com/repression-routiere-je-suis-consterne-par-les-soumis-qui-en-redemandent.html>

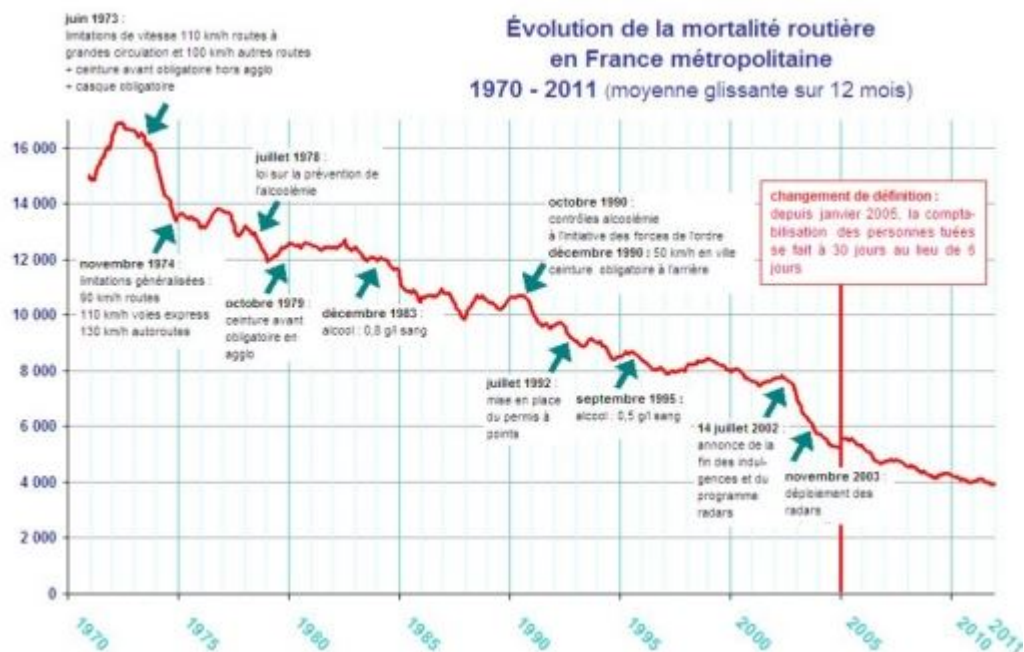
<https://ripostelaique.com/moi-aussi-jaimais-les-forces-de-lordre-cetait-avant.html>

J'ai eu la confirmation, à travers la virulence des commentaires, de l'importance de la voiture dans le quotidien des Français. C'est un outil indispensable pour quiconque entend disposer de la liberté de se déplacer rapidement, quand il le veut, et où il le veut. Je sais qu'écrire sur ce sujet peut être casse-gueule, voire diviseur, mais les défenseurs de la parole libre peuvent-ils se dérober sur un sujet aussi sensible ? Alors, j'ai décidé de me lancer, tout en tenant à préciser que je ne suis pas insensible à la détresse de ceux qui ont perdu à jamais un proche sur la route, et que je suis pour la grande sévérité pour les psychopathes qui mettent en danger, par leur conduite, la vie d'autrui. Mais la politique ne saurait se résoudre à la dictature de l'émotion, sentiment sur lequel voguent tous les gouvernements, et la prétendue Sécurité routière, pour imposer des mesures toujours plus répressives aux Français, avec l'alibi que plus on réprime, plus on sauve des vies.

Trois dates ont bouleversé la vie des automobilistes : 1973, avec l'apparition de la ceinture de sécurité, rendue obligatoire, 1992, avec la mise en place du permis à points, et 2003, avec l'apparition des premiers radars, décidée par le ministre de l'Intérieur de l'époque, un certain Nicolas Sarkozy.

L'explication fournie, de tout temps, pour justifier ces nouvelles mesures était qu'il était inadmissible qu'il y ait des milliers de morts sur les routes. Bien qu'un mort soit un mort de trop, j'avoue ne pas voir comment, dans l'état actuel de la technologie, on peut faire pour que 40 millions de conducteurs circulent sur nos routes, sans qu'il n'y ait, hélas, des morts et des blessés tous les jours. Il est par

ailleurs fort intéressant, quand on regarde la réalité des chiffres fournis par la Sécurité routière elle-même, de constater que, entre 1972 et 1992, on était déjà passé de 16.000 morts à 8.000 morts, sans qu'il ne soit nécessaire de mettre en place un permis à points, ni des milliers de radars sur les routes...



En 2002, nous sommes passés à moins de 6.000 morts par an... sans les radars. Seize ans plus tard, nous en sommes à 3.693 morts, chiffres de 2017.

Premier constat, c'est donc une escroquerie intellectuelle de prétendre que c'est grâce au permis à points et aux radars que nous serions passés de 16.000 morts à 3.500 morts.

Autre sujet tabou, l'alcool. Plus personne n'ose s'aventurer sur ce terrain, tant il est sensible. Pourtant, faut-il rappeler que dans les années 1970, boire en conduisant était considéré comme circonstance atténuante par juges et gendarmes. On a commencé par tolérer 0,8 gramme, pour sanctionner à 1,2 g. Puis c'est passé au délit à 0,8 g, puis à 0,5 g, puis à 0,2 g pour les jeunes conducteurs.

<https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/le-vrai-du-faux/l-alc>

[ool-au-volant-circonstance-attenuante-dans-les-
annees-70_1761447.html](http://ool-au-volant-circonstance-attenuante-dans-les-annees-70_1761447.html)

La propagande explique que 30 % des accidents sont dus à l'alcool. On pourrait donc en conclure que 70 % n'y sont pas dus. D'autre part, à présent, sous la pression des assurances, toute personne impliquée dans un accident doit souffler dans le ballon, même s'il n'y est pour rien. Ainsi, quand je me suis fait percuter sur l'autoroute, à l'arrière de ma voiture, en compagnie de Christine Tasin, par un camion dont le conducteur s'est endormi, j'ai été contrôlé. Si j'avais été positif, j'aurais aggravé les statistiques d'accidents dus à l'alcool, et surtout, je n'aurais pas été remboursé par mon assurance, bien que n'étant absolument pas fautif.

Autres chiffres intéressants, il y avait, en 1970 (premières limitations de vitesse sur l'autoroute) 13 millions de véhicules. Il y en avait 27 millions en 1990 (permis à points), 35 millions en 2003 (radars) et 39 millions ce jour.

Donc, selon la version officielle, les conducteurs sont de grands enfants, les Français d'éternels irresponsables, et il n'y a que la schlague qui peut calmer ces psychopathes d'automobilistes. Merci donc aux vaillants cerbères de la Sécurité routière, et à nos braves policiers et gendarmes, grâce à qui des milliers de morts seraient évités tous les ans.

Malheur à quiconque osera remettre en cause ce dogme officiel. Gare à celui qui oserait parler de l'amélioration des véhicules, imposée aux constructeurs, de la prise de conscience des automobilistes, de l'amélioration du secteur routier, il sera voué aux gémonies. Refuser le dogme officiel de la Sécurité routière, c'est aussi grave que de contester que l'immigration soit une chance pour la France, que l'islam soit une religion d'amour, de tolérance et de paix, qu'il puisse y avoir une vie en dehors de l'Union européenne, voire d'oser relancer un débat sur la peine de mort.

Certains « inconscients » se sont pourtant aventurés sur ce terrain. Jean-Luc Nobleaux, journaliste automobile et moto, auteur du livre « Radars, le grand mensonge », conteste vivement que la baisse du nombre de morts soit due à l'implantation, toujours plus nombreuse, des radars.

<https://ripostelaique.com/Radars-le-grand-mensonge-de-Jean.html>

Ce livre, publié en 2009, donnait quelques chiffres des plus intéressants : « en 2003, 50 radars, 1,6 million de contredanses, en 2004, 240 radars, 3,1 millions de contredanses, en 2005, 870 radars, 4,3 millions de contredanses, en 2006, 1100 radars, 9 millions de contredanses, en 2008, près de 2000 radars, plus de 10 millions de contredanses ! »

En 2017, nous en étions à près de 4.000 radars, et 14 millions de contraventions, soit dix fois plus de verbalisation d'excès de vitesse qu'en 2003 !

Jacques Chassaing, dans un autre registre dissertait sur ce qu'il appelait « le scandale du permis à points ». Faut-il rappeler que tout le monde en Europe n'a pas adapté cette mesure, venue des Etats-Unis : la Suisse, la Belgique, le Portugal, l'Estonie, la Finlande, la Slovaquie et la Suède ont conservé leur modèle.

<https://ripostelaique.com/le-scandale-du-permis-a-points.html>

Airy Routier ancien rédacteur en chef du Nouvel Observateur, a également publié un brûlot qui a fait du bruit : « *La vie sans permis* », où il avouait, comme des centaines de milliers d'automobilistes (certains parlent de 2 millions) rouler sans permis, suite à la perte de ses douze points.

<http://forum-auto.caradisiac.com/automobile-pratique/securite/sujet379025.htm>

Dans une interview accordée à Riposte Laïque, Jean-Luc Nobleaux aggravait son cas, contestant que les radars soient à l'origine de la diminution du nombre de morts, en démontrant que dans d'autres pays européens, qui n'avaient pas le choix du tout-radar, la baisse du nombre de victimes était tout aussi significative.

« La « baisse du nombre de victimes de la route », est effective et régulière dans toute l'Europe depuis au moins 20 ans. Mais en France – les chiffres sont clairs – elle a cessé avec l'apparition des radars ! Ceux-ci ont été implémentés à partir de 2004 par la dream team parisienne de M. Sarkozy avec deux objectifs majeurs : profiter d'une partie du magot récolté, et multiplier les mouchards électroniques sur nos routes dans un but de future surveillance globalisée. La « sécurité routière » n'est ici pas prise en compte, elle n'est qu'un prétexte pour mettre en place ce quadrillage du réseau routier... »

Il démontrait donc, chiffres à l'appui, que la baisse du nombre de victimes avait déjà été amorcée avant l'apparition des radars-enquêteurs. Et l'iconoclaste journaliste de poursuivre :

« En terme d'accidentologie, la France est un bon élève européen en regard du nombre de véhicules circulés, de son dense réseau routier, et de sa position géographique (carrefour de l'Europe). En clair, aucune « hécatombe routière » ne justifie un tel durcissement sécuritaire. Parallèlement, certains pays (comme le Portugal) obtiennent une rapide amélioration de la mortalité routière sans l'aide d'un seul radar... D'autres, comme l'Angleterre, se servent des flash (speed-cameras) pour réellement prévenir les accidents. La France, seule, se signale comme le pays des activistes en sécurité fictive, de la répression Cruchot et du « tout radar » comme réponse unique à un problème inventé. Le bureau de notre « Sécurité routière » est carrément fantoche, il est même appelé « bureau des bras cassés » par les autres

fonctionnaires. »

<https://www.actiroute.com/stage-recuperation-points/recuperation-de-points/permis/nouvelle-loi/2018>

Autre iconoclaste, Bernard Darniche, ancien pilote de rallyes, ose dire que plus on roule vite, moins il y a de risques d'accidents, et s'étonne dans ce contexte que les autoroutes soient payantes, ce qui en exclut souvent les jeunes !

<https://www.koreus.com/modules/newbb/topic179256.html>

La répression routière a atteint une telle ampleur que la France est le seul pays en Europe à organiser des stages de récupération de points. Au début, on n'avait droit qu'à un stage tous les deux ans, à présent, c'est tous les ans. Et les chiffres sont impressionnants. 26.356 stages sont programmés, pour l'année 2018, dans l'ensemble de nos départements. Il y a un maximum de 20 conducteurs, qui, durant deux jours, moyennant une somme comprise entre 150 et 200 euros, se font laver le cerveau par un psychologue et un moniteur d'auto-école, par ailleurs souvent sympathiques. Grâce à ces stages, 500.000 Français environ pourront récupérer, cette année, la bagatelle de 2.243.000 points. Là encore, l'excellent Jean-Luc Nobleaux dévoilait le pot-aux-roses dans l'interview accordée à Riposte Laïque.

« Très malin. C'est du pur marketing. Le verbalisé paie à tous les étages pour sauver ou récupérer son permis. Et c'est aussi un moyen pour le gouvernement de faire profiter les « acteurs de la route » du fantastique pactole généré par le mitraillage des radars. Auto-écoles, Prévention routière, Automobiles clubs, etc. tous s'engraissent grâce aux stages de récupérations de points, ce qui dissout en même temps une bonne partie de la contestation éventuelle ».

Se rendant compte que le chiffre obtenu, environ 3.500 morts par an, ne peut plus guère évoluer, sauf si on prive des millions de Français de la liberté de conduire, les ayatollahs

de la Sécurité routière, pour pouvoir continuer à exister, sont partis dans une fuite en avant de plus en plus liberticide.

Pourtant les chiffres annoncés sont des plus parlants, mais ils ne leur suffisent plus. Nous en sommes aujourd'hui à 24 millions de contraventions (pour 39 millions de conducteurs), dont 58 % sont dus à des excès de vitesse, soit près de 15 millions d'amende récoltés par les seuls radars.

Ceux-ci ont rapporté la somme de 950 millions d'euros en 2017, et cela progresse de 10 % par an. Il y a environ, selon les crûs, 90.000 retraits de permis par an. Darniche disait que chaque année, 60.000 personnes perdent leur travail, faute de permis. Et Nobleaux expliquait que les confiscations de permis multipliaient le nombre de personnes qui roulaient sans, aggravant les risques d'incivilités en cas d'accident.

Les nouvelles mesures envisagées, dont l'apparition de radars installés dans des voitures banalisées pouvant flasher 8 conducteurs à la seconde, et la limitation à 80 km/heure des départementales, ne sont que la face visible d'un iceberg autrement inquiétant.

https://www.francetvinfo.fr/societe/securite-routiere/limitation-de-la-vitesse-a-80-km-h/securite-routiere-le-gouvernement-presente-18-mesures_2553653.html

Après avoir décidé d'interdire de manger un sandwich au volant, de fumer une cigarette, de boire à la bouteille, de consulter votre portable à un feu rouge, ils vont, entre autres, mettre en place la vidéo-verbalisation pour flasher les salauds d'automobilistes qui empêcheraient un piéton de traverser. Chacun pourrait se dire que c'est une mesure de bon sens, sauf que... si vous avez le malheur de rouler sur la file de droite, et que sur votre gauche, un piéton amorce de traverser la route, et qu'il est à dix mètres de vous, si vous passez, vous serez verbalisé, avec 6 points en moins ! La

moitié d'un permis qui coûte aux Français en moyenne 1.500 euros pour l'obtenir !

Ils en sont même à envisager d'installer des drones au-dessus des autoroutes, pour piéger le malheureux conducteur qui oserait déboîter sans mettre son clignotant (3 points), parce qu'il n'a personne derrière lui (ce que de nombreux conducteurs font, sans que cela ne représente le moindre danger pour autrui), pour surveiller si les écarts entre voitures représentent bien les deux bandes qui sont sur le bord de l'autoroute, ou pour vérifier si sur la file de droite d'une autoroute, vous ne doubleriez pas la voiture située au milieu, qui n'avance pas assez vite.

<https://actu.orange.fr/france/videos/securite-routiere-un-dron-e-pour-surveiller-les-automobilistes-VID0000002oNIH.html>

Que dire du sort réservé aux malheureux jeunes ? Ils n'ont droit qu'à 6 points lorsqu'ils obtiennent le permis, et ne bénéficient que de 2 points supplémentaires par an (sauf conduite accompagnée). De plus, ils ont été ramenés à 0,2 gramme d'alcool, ce qui signifie que celui qui boit une bière pour fêter son bac perd 6 points, et donc son permis. Le nombre de jeunes qui choisissent, malgré tout, de conduire sans permis s'explique par cette incroyable sévérité, que les syndicats d'étudiants, ni ceux des travailleurs, où figurent pourtant des jeunes, n'ont jamais dénoncée.

Cette fuite en avant des commissaires politiques de la Sécurité routière peut-elle continuer ainsi, sans que les Français ne puissent donner leur avis ? Remarquons d'abord qu'il y a un parallèle entre l'invasion migratoire, majoritairement musulmane, et la répression routière. Dans les deux cas, les Français n'ont jamais été consultés, et subissent quotidiennement un matraquage idéologique interdisant toute approche différente du politiquement correct.

Autre constat, que nos compatriotes font régulièrement, les différents gouvernements, incapables de régler les problèmes de rodéos et autres démonstrations bruyantes des racailles, ni les problèmes de surdélinquance liés à une immigration majoritairement musulmane, appliquent par contre la tolérance zéro pour les conducteurs paisibles que sont la majorité des Français, traités comme les pires délinquants, voire assassins de la route, par les disciples de l'inimitable Chantal Perrichon.



Est-ce à ce régime, et à ses technocrates de la Sécurité Routière, de décider ce qui est bon pour les Français, et les 40 millions d'automobilistes ?

Pouvoir disposer de sa voiture, c'est bénéficier d'une liberté de se déplacer, où l'on veut, quand on veut, sans devoir compter sur les autres. Priver un homme de cette liberté, c'est une violence extrêmement grave, que seules des raisons exceptionnelles peuvent justifier. Il est criminel de priver du droit de conduire un homme parce qu'il a multiplié de petites infractions qui n'ont mise personne en danger.

La démocratie, c'est le peuple, et il doit pouvoir donner son avis, sur cette question centrale dans la vie de tous les jours de nos compatriotes. Si nous étions en Suisse, une votation citoyenne pourrait être organisée, qui permettrait de démystifier le discours de la Sécurité routière, et d'oser proposer des solutions qu'aujourd'hui la tyrannie de l'émotion interdit. Faut-il rappeler que la candidate Marine Le Pen (hélas de manière inaudible, le débat étant orienté sur la question européenne) avait prévu de remettre en cause le permis à points, et de revoir la politique du tout radar ?

Les Français auraient à répondre à une vraie question de société. Il meurt plus de 500.000 personnes chaque année. 60.000 décèdent du tabagisme, 55.000 des suites de l'obésité, 30.000 de l'alcool, 4.000 des stupéfiants, 13.000 d'un suicide, 20.000 d'un accident domestique, 200 de violences conjugales, etc. Pourquoi seuls les 4.000 morts de la route justifient-ils de telles mesures ?

https://fr.wikipedia.org/wiki/Mortalit%C3%A9_en_France

Il y en a plus qu'assez que cette répression aveugle, brutale, mécanique, que subissent les Français. De plus en plus de Français en ont marre d'être infantilisés par les crânes d'œuf de la Sécurité routière ou du ministère de l'Intérieur. Est-il tabou de dire que l'homme qui passe un stop sans marquer l'arrêt trois secondes, mais ne met en danger personne, ne mérite peut-être pas de perdre 3 points, et de se prendre une lourde amende ? Est-il tabou de dire que celui qui ne met pas sa ceinture dans un centre-ville, où il roule à 20 km/h (mésaventure survenue à Martin Moisan) ne met personne en danger, et que c'est son choix de prendre des risques qui n'engagent que lui. Cela ne mérite pas 3 points en moins. Est-il tabou de dire que c'est très chrétien (avec la pomme interdite à Eve) que de mettre des véhicules de plus en plus rapides dans les mains des Français, et de leur interdire de rouler à plus de 130 km/h sur l'autoroute ?

Enfin (et cela devrait être le discours de la gauche, si elle s'appelait encore la gauche), la répression sauvage qui frappe les automobilistes et les motards (et va se renforcer) est une véritable agression contre les classes populaires, effectuée au nom de notre sécurité, avec l'alibi écologiste à la clé. Ce ne sont pas les nantis qui sont touchés ni les bobos des centre-villes, c'est le cœur de notre pays, ceux qui travaillent durement, et ont dû s'exiler aux périphéries urbaines, qui sont les principales victimes des décisions de la Sécurité Routière et de nos gouvernants.

Faut-il donc continuer la course folle des intégristes de la Sécurité routière, et arriver, en pourrissant la vie de 40 millions d'automobilistes, à économiser peut-être encore 1.000 morts de moins par an, en utilisant la dictature de l'émotion, réservée aux seuls morts de la route ? Ou bien faut-il en revenir à la situation de 1992, c'est-à-dire annuler le permis à points, et retirer tous les radars-racketteurs qui pourrissent la vie, quotidiennement, de millions de Français ?

En voilà un débat qui, si nous étions en démocratie, passionnerait les Français, et feraient se déplacer, pour un référendum, des chiffres records de votants, j'en suis absolument convaincu.

Pierre Cassen